

UN APPEL des trotskistes américains contre les liquidateurs de la IV^e Internationale

VERITE ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Le trotskisme vaincra l'arme de guerre!

Le Socialist Workers Party, le parti trotskyste des Etats-Unis, qui célèbre actuellement l'anniversaire de ses vingt-cinq années de lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie la plus puissante du monde, vient de condamner avec éclat la trahison des usurpateurs qui occupent actuellement les fonctions de secrétaires de la IV^e Internationale.



Workers Party sous la direction de James P. Cannon. Sa prise de position sans équivoque, son autorité éminente auprès des trotskystes du monde entier assure la proche victoire, contre la révision proslalinienne petite-bourgeoise, de l'enseignement impérissable de Léon Trotsky.

L'appel des trotskistes américains (1)

A tous les trotskystes : Chers camarades, Au 25^e anniversaire de la fondation du mouvement trotskyste aux Etats-Unis, le Plénum du Comité National du Socialist Workers Party envoie son salut révolutionnaire aux trotskystes du monde entier.

rection du S.W.P. une collaboration étroite et confiante qui dura jusqu'au jour de sa mort. Cette collaboration comporta des efforts en commun pour organiser des partis révolutionnaires dans nombre de pays, efforts qui culminèrent, comme vous savez, avec la fondation de la Quatrième Internationale en 1938.

Le salon de l'enfance

NOUS avons pu admirer, au Salon de l'Enfance, les œuvres enfantines, qui semblent avoir été fortement orientées vers une direction unique et religieuse, le thème principal étant la « nativité ». Nous comprenons mieux lorsque nous voyons que tous ces travaux sont présentés par des missions catholiques, coloniales ou métropolitaines.

Après l'assassinat de Trotsky par un agent de la police secrète de Staline, le S.W.P. joua un rôle décisif dans la défense et la propagation de sa doctrine. Nous prîmes la direction, non par suite d'un choix délibéré de notre part, mais par nécessité — la deuxième guerre mondiale avait mis dans l'illégalité les trotskystes de beaucoup de pays, notamment dans l'Europe sous la coupe des nazis.

Région Parisienne du P.C.I. MARDI 24 NOVEMBRE à 20 h. 30. SALLE F. des SOCIÉTÉS SAVANTES 28, rue Serpente, PARIS (6^e)

UN BUDGET de marche à l'abîme

M. EDGAR FAURE vient de présenter ses prévisions budgétaires pour l'année 1954. Il a affirmé que « le gouvernement s'était efforcé de diminuer les dépenses improductives, augmenter les investissements... il a voulu réduire la masse des charges publiques. » Selon lui, son budget est en diminution par rapport à 1953, et pour la première fois depuis 1947, la masse budgétaire serait diminuée par rapport à l'année précédente.

Français nourrissent quasi unanimement les plus légitimes appréhensions (« Le Populaire »). Ce n'est pas la première fois que sur une question très grave l'on voit ceux qui semblent les plus adversaires, unis dans une profonde complicité pour duper l'opinion ouvrière, et pour l'écartier des vrais problèmes, agiter l'épouvantail des thèmes quinquagénaires du chauvinisme anti-boche.

Dans le cadre du régime capitaliste, remplacer le « fret de la guerre de Corée » par une production orientée vers la satisfaction des besoins est une révérie sans espoir de réalisation. Un plan de production orienté vers la satisfaction des besoins des masses n'intéresse pas le capitalisme. Ce serait augmenter la part du revenu des producteurs au détriment des profits capitalistes dans leur ensemble.

liste — que selon le principe énoncé par Marx — que ne récusent ouvertement ni les socialistes ni communistes français — le capitalisme, démocratique ou non, porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.

En ce qui concerne les bourgeois hostiles à la CED, leur crainte de la concurrence allemande semble se traduire par une conduite plus logique. Et puisque la CED reste la principale machine de guerre atlantique, de bons esprits démocrates n'y a pas de leur côté moindre mal, et pacifisme provisoire. C'est là, vue courtoise de ce que sont les programmes du va-t-en-guerre de Gaule à Daladier de la plus sinistre mémoire.

Stéphane JUST. (Suite page 3.)

M. DELOEB. (Suite page 4.)

LE PROBLEME DE TRIESTE

LES 6 et 7 novembre, l'émeute nationaliste italienne a grondé dans la ville de Trieste. Dix morts, des centaines de blessés; voilà le lourd tribut payé à l'irredentisme italien.

la campagne électorale de de Gasperi, et à flatter le nationalisme italien, a dû de nouveau être laissée en suspens par la coalition atlantique.

D. RIGHT. (Suite en page 3.)

LE RÉVISIONNISME DE PABLO : LA HAUTE CÔTE ET LE RÉVISIONNISME PABLISTE

(Suite de la première page.)
rent d'eux-mêmes, certaines erreurs sévères.
Néanmoins, nous devons admettre aujourd'hui que l'exécution de toutes ces tâches sévères, que nous et d'autres avions accordé à cette direction, contribua à ouvrir la voie à la consolidation dans la direction de la Quatrième Internationale

d'une fraction incontrôlée, secrète et personnelle qui a abandonné le programme de base du trotskisme.
Cette fraction, centrée autour de Pablo, a exercé un contrôle délibéré pour dialoguer, scissionner et briser les cadres du trotskisme, créés par l'histoire dans les divers pays, et pour liquider la Quatrième Internationale.

politique consistait à maintenir le statu quo, conformément aux exigences de la politique extérieure du Kremlin, et par conséquent à étayer le capitalisme français chancelant.
Mais ce n'est pas tout. Même pour l'éducation intérieure des trotskystes français, Pablo se refusa à caractériser le rôle des stalinien comme une trahison.

son. Il nota « le rôle de frein joué, à un degré ou à un autre, par la direction des organisations traditionnelles — une trahison qui revient un « frein » à — mais aussi leur aptitude — spécialement celle de la direction stalinienne — à céder à la pression des masses quand cette pression s'avérait puissante comme ce fut le cas pendant ces grèves » (« Note politique n° 1 »).

On pourrait supposer que c'est là faire preuve d'une dose suffisante de conciliation à l'égard du stalinisme, de la part d'un dirigeant qui a abandonné le trotskisme, mais qui cherche encore à rester sous le couvert de la Quatrième Internationale. Pourtant, Pablo est allé encore plus loin.

Le programme du trotskisme

Pour exposer avec précision ce qui est en jeu, nous rappellerons les principes fondamentaux sur lesquels est basé le mouvement trotskyste mondial :
1) L'agonie du système capitaliste menace la civilisation de destruction, par des crises de plus en plus graves, des guerres mondiales et des manifestations de barbarie comme le fascisme. Le développement des armes atomiques souligne aujourd'hui le danger de la façon la plus sévère.
2) La chute dans l'abîme ne peut être évitée qu'en remplaçant le capitalisme par l'économie socialiste planifiée à l'échelle mondiale, et en entrant ainsi dans la voie d'un monde où la guerre n'était engagé le capitalisme à ses débuts.
3) Cette œuvre ne peut être accomplie que sous la direction de la classe ouvrière, seule classe réellement révolutionnaire de la société. Mais la classe ouvrière elle-même doit faire face à une crise de direction, bien que dans les pays où des forces sociales dans le monde n'ait jamais été aussi propice qu'aujourd'hui à la marche des travailleurs vers le pouvoir.
4) Pour s'organiser afin de mener à bien cette tâche historique, la classe ouvrière de chaque pays doit construire un parti révolutionnaire sur le modèle qui a été développé par le parti communiste de combat, apte à combiner dialectiquement la démocratie et le centralisme.
5) Le principal obstacle dans cette voie est constitué par le stalinisme, qui n'attire les travailleurs, en raison du prestige de la Révolution d'octobre 1917

en Russie, que pour les rejeter ensuite, une fois qu'il a trahi leur confiance, dans les rangs de la social-démocratie, dans l'apathe ou dans les illusions à l'égard du capitalisme. Le prix de ces trahisons, ce sont les travailleurs qui se paient, sous la forme de l'affermissement de forces monarchistes ou fascistes, et de l'explosion de nouvelles guerres fomentées par le capitalisme. Dès le début, la Quatrième Internationale définit comme l'une de ses tâches principales le renvernement de la Russie au stalinisme, à l'extérieur et à l'intérieur de l'URSS.
6) La nécessité, pour beaucoup de sections de la Quatrième Internationale, de parti ou de groupes qui sympathisent avec son programme, d'adopter une tactique souple, rend d'autant plus indispensable que ceux qui savent comment combattre l'impérialisme et ses agences petites-bourgeoises (comme les formations nationalistes ou les bureaucraties syndicales) et les agents du stalinisme ; et, inversement, qu'ils sachent comment combattre le stalinisme (qui est en dernière analyse une agence de renvernement de la Russie) sans capituler devant l'impérialisme.
Ces principes fondamentaux, établis par Léon Trotsky, conservent leur pleine validité dans la réalité toujours plus complexe et plus fluide du monde politique actuel. En fait, les situations révolutionnaires qui, de Trotsky, ont maintenant rendu entièrement concret ce qui pouvait autrefois apparaître comme des abstractions sont liés à la réalité de l'époque, et nous invitent à la détermination des actions politiques.

Un tract de ses partisans, distribué aux usines Renault à Paris, déclare que dans la grève générale la direction stalinienne de la CGT (la principale confédération syndicale française) « a eu le raisonnement de faire passer des mots d'ordre revendicatifs autres que ceux voulus par les travailleurs » ceci en présence du fait que les travailleurs, par leurs actes, reventuaient un gouvernement ouvrier et paysan !
Distinguant arbitrairement les syndicats dirigés par les stalinien du Parti communiste, ce tract est la preuve d'un mode de pensée absolument mécanique, ou d'une volonté délibérée de couvrir les stalinien ? — les pablistes déclarent qu'en ce qui concerne la grève et ses perspectives « ce point ne concernait le syndicat que secondairement. La critique à porter sur ce point ne s'adresse pas à la CGT qui est une organisation syndicale, qui doit avant tout agir comme telle, mais aux partis dont le rôle était de montrer la signification politique profonde de ces mouvements et ses conséquences ».
(Tract « Aux organisations ouvrières et aux ouvriers », consulté, daté du 3 septembre 1953. Signé par Frank, Mestre et Privas).
Nous constatons dans ces déclarations l'abandon complet de tout ce que Trotsky nous a enseigné sur le rôle et les responsabilités des syndicats à l'époque de l'agonie du capitalisme.
Puis le tract pabliste « critique » le Parti Communiste Français pour son « absence de ligne », pour s'être placé lui-même « au-dessus du mouvement syndical au lieu d'exercer aux travailleurs que cette grève était une étape importante (1) dans la crise de la société française » et pour avoir « encouragé les luttes de classe, où se trouverait posé le problème du pouvoir ouvrier pour sortir le pays de la gabegie capitaliste et ouvrir la voie au socialisme ».
Si les travailleurs de chez Renault devaient en croire les pablistes, tout ce dont les perdus bureaucraties stalinien françaises seraient capables, ce serait d'une trace de syndicalisme, et non d'une trahison délibérée de la plus grande grève générale de l'histoire de France.

Un tract infâme

L'approbation donnée par Pablo à la politique de direction de la CGT tombe à peine croyable, pourtant c'est là un fait qui saute aux yeux. Lors de la plus grande grève générale jamais vue en France, Pablo proclame froidement « correcte » une version française de la politique bourgeoise de Gompers : maintenir les syndicats hors de la politique. Et cela en 1953 !
S'il est incorrect pour la direction de la CGT de mettre en avant des mots d'ordre politiques, correspondant aux nécessités du mouvement syndical, y compris la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, alors pourquoi le Socialist Workers Party réclame-t-il que les Gompers actuels dirigent le mouvement syndical ? Pourquoi organiser un Labor Party ? Un Labor Party qui aurait pour but de porter au pouvoir un gouvernement ouvrier et paysan aux Etats-Unis ?
Le blanc-seing donné par Pablo à la politique de la CGT se trouve être elle-même hautement politique dans la grève générale. Avec toute l'habileté acquise au cours d'années de perfidie et de double jeu, les essayistes politiques de Gompers les travailleurs, d'étouffer leur initiative, d'empêcher leurs mots d'ordre politiques de percer. La direction syndicale de la CGT stalinienne dans l'abandon de ce cours de trahison que Pablo appelle « correct » !
Mais le tableau n'est pas encore complet. L'un des principaux objectifs du tract pabliste est de dénoncer les trotskystes français qui se conduisent à la régie Renault durant la grève en révo-

lutionnaires authentiques. Le tract en désigne deux par leurs noms comme ayant « été exclus de la Quatrième Internationale et de sa section française depuis plus d'un an ». Il constate que « ce groupe a été exclu pour des raisons d'indiscipline, et l'orientation qu'il a suivie, notamment au cours du dernier mouvement de grève, est opposée à celle qui défend effectivement l'unité (section française de la Quatrième Internationale) ». Le « groupe » dont il s'agit est en fait la majorité de la Section Française de la Quatrième Internationale qui a été arbitrairement et injustement exclue par Pablo.
Dénoncer officiellement des militants trotskystes aux stalinien, c'est chercher à justifier aux yeux des travailleurs l'abominable trahison stalinienne ! Le mouvement trotskyste mondial a-t-il jamais entendu parler jusqu'à présent d'un pareil scandale ?
Il convient de noter que la dénonciation pabliste de ces camarades aux stalinien faisait suite au verdict d'un tribunal ouvrier accablant les trotskystes de l'usine Renault des calomnies répandues contre eux par les stalinien.
(L'appel explique ensuite que les pablistes américains reflètent la pression de la nouvelle aristocratie ouvrière, avec son idéologie petite-bourgeoise, sur l'avant-garde prolétarienne. Ils ont perdu toute conscience dans les perspectives de la révolution américaine, ainsi que dans le rôle du parti révolutionnaire en général et du S.W.P. en particulier. Ils n'auraient jamais représenté qu'une petite minorité sans importance, s'ils n'avaient joui de l'appui de Gompers derrière le dos de la direction du Parti. Ils ont boycotté la campagne électorale du S.W.P. pour les élections municipales de New York et ils ont refusé de voter au 25^e anniversaire du Parti. Le Plenum du Comité National a suspendu ceux de ses membres qui ont organisé des substituts à l'Assemblée nationale, ceux qui y ont participé ou refusé de le désavouer se placent hors du Parti.)

Le révisionnisme de Pablo

Ces principes ont été abandonnés par Pablo. Au lieu de mettre l'accent sur la menace d'une nouvelle barbarie, il considère la marche au socialisme comme « irréversible » et soutient que le socialisme sera instauré pendant la vie de notre génération ou de quelques générations à venir. Il a, au contraire, mis en avant le caractère vague de révolutions ne donnant naissance qu'à des Etats ouvriers « déformés », c'est-à-dire de type stalinien, et destinés à durer « des siècles ».
C'est là la preuve du plus profond pessimisme à l'égard des capacités de la classe ouvrière, pessimisme exprimé en accord avec des efforts qu'il a faits récemment pour ridiculiser la lutte pour la construction de partis révolutionnaires indépendants. Au lieu de consacrer son cours fondamental vers la construction, par tous les moyens tactiques convenables, de partis révolutionnaires indépendants, il considère que le bureaucratisme stalinien, ou une fraction décisive de celle-ci, est apte à se modifier sous la pression des masses jusqu'à accepter les « idées » et le « programme » du trotskisme. Sous le prétexte de la souplesse nécessaire au cours de manœuvres tactiques requises pour se rapprocher des travailleurs qui se trouvent dans des rangs stalinien dans des pays comme la France, il couvre maintenant les trahisons du stalinisme.
Ce cours a déjà conduit à de sérieuses défections dans les rangs trotskystes au profit du stalinisme. La scission pro-stalinienne dans le parti de Cejlan, l'absence d'avertissement pour tous les trotskystes quant aux conséquences tragiques des illusions sur le stalinisme fomentées par le pabliste.
Nous soumettons dans un autre document le révisionnisme de Pablo à une analyse détaillée. Dans cette lettre, nous nous bornons à certains textes récents qui démontrent, sur le terrain décisif de l'action, jusqu'où est allé Pablo dans la voie de la conciliation à l'égard du stalinisme, et quelle est la gravité du péril qui menace l'existence de la Quatrième Internationale.
A la mort de Staline, le Kremlin annonça une série de concessions en URSS, dont aucune n'avait un caractère politique. Au lieu de caractériser ces concessions comme n'étant rien d'autre qu'une manœuvre visant à prolonger le règne de la bureaucratie usurpatrice et à permettre à un bureaucrate dirigeant de revêtir le manteau de Staline, la fraction pabliste estima que ces concessions étaient de bon aloi, et envisagea même la possibilité d'un « partage du pouvoir » entre la bureaucratie stalinienne et les travailleurs (Fourth International, Janvier-Février 1953, p. 13).
Le concept du « partage du pouvoir », affirmé brutalement par un agent présumé de la religion pabliste, fut sanctionné indirectement comme dogme par

Pablo lui-même sous la forme d'une question sans réponse, mais dont le sens n'est pas douteux : la liquidation du régime stalinien prendra-t-elle la forme, dans les pays où il existe des éléments anti-bureaucratiques entre des éléments qui veulent combattre pour le statu quo, de la forme d'un « partage du pouvoir » ?
Cette orientation donne au programme trotskyste de révolution politique contre la bureaucratie du Kremlin un nouveau contenu : la position révisionniste suivant laquelle le stalinisme, et les éléments anti-bureaucratiques, se développeront graduellement la bureaucratie ou une section décisive de cette dernière renverneront ainsi le stalinisme, l'empêchant de stalinisme.
Au mois de juin dernier, en Allemagne orientale, les travailleurs se sont dressés contre le gouvernement stalinien au cours de l'une des plus grandes manifestations de l'histoire de l'Allemagne. Ce fut là le premier soulèvement de masse contre le stalinisme, l'empêchant d'être le pouvoir en URSS. Comment réagit Pablo devant cet événement historique ?
Au lieu d'exprimer ses félicitations aux dirigeants politiques révolutionnaires des insurgés d'Allemagne orientale, Pablo couvrit les satrapes stalinien contre-révolutionnaires qui mobilisent les forces armées pour écraser le soulèvement.
« ... les dirigeants soviétiques et ceux des différentes « démocraties populaires » ont des idées et des intentions qui sont plus à déplorer qu'à louer. Ils ont tenté de modifier ou ignorer la signification profonde de ces événements. Ils ont oublié de persévérer dans la voie de concessions encore plus grandes. Ils ne sont pas prêts à abandonner le stalinisme, ils s'efforcent de doser les concessions pour éviter des explosions encore plus graves dans le monde entier. Ils ont tenté de faire de la situation actuelle une situation plus supportable pour les masses ».
(Déclaration du Secrétariat International de la Quatrième Internationale.)
Au lieu de demander le retrait des troupes soviétiques — la seule force qui soutenait le gouvernement stalinien — Pablo sembla l'illusion que les concessions stalinien, plus amples et plus réelles viendraient des galeitiers du Kremlin. Moscou aurait-elle pu espérer recevoir un plus grand secours, au moment même où elle était en train de subir une falsification monstrueuse de la signification profonde de ces événements, en présentant les travailleurs révolutionnaires de l'Allemagne orientale comme des agents de l'impérialisme américain, et où elle déclanchait contre eux la répression sauvage ?

La duplicité dont fit preuve Pablo, devant un visage à la direction du S.W.P., tout en collaborant secrètement avec la bureaucratie stalinienne, est démontrée à la tradition du trotskisme. La tradition à laquelle elle se rattache, c'est celle du stalinisme. De tels procédés, utilisés par les pablistes, ne peuvent être que ceux d'un internationalisme Communiste. Beaucoup d'entre nous en ont fait l'expérience personnelle pendant la période stalinienne. Elle nous a enseignés que de telles preuves décisives que ces procédés ne constituent pas chez Pablo une erreur isolée, mais plutôt un système.
C'est ainsi qu'un dirigeant éminent d'une section européenne de la Quatrième Internationale recevait récemment une lettre de Pablo annonçant qu'il défendrait jusqu'au Quatrième Congrès Mondial la ligne de la majorité et la discipline de l'Internationale. L'ultimatum était accompagné de listes de représentants, si Pablo n'était pas obéi.
« La majorité » dont parle Pablo était que la modeste étiquette dont il se décorait lui-même et qui consistait en une étiquette par ses vues révisionnistes. La nouvelle ligne de Pablo s'oppose violemment au programme de base du trotskisme. Elle commençalement à être appliquée dans de nombreux secteurs du mouvement trotskyste mondial. N'ayant pas reçu l'appui d'une seule organisation internationale, elle ne constitue qu'une ligne officielle de la Quatrième Internationale.
Les premiers rapports que nous avons reçus au sujet de cette tentative d'imposer ses vues révisionnistes à l'organisation mondiale sans attendre une discussion ou un vote. Nous avons déjà assez d'informations pour affirmer que la Quatrième Internationale rejettera sûrement la ligne de Pablo à une écrasante majorité.
Que Pablo exige d'un dirigeant d'une section de la Quatrième Internationale qu'il s'abstienne de critiquer sa politique révisionniste, est déjà assez grave. Mais Pablo ne s'en est pas tenu là. Tandis qu'il essayait de tromper et d'empêcher et de l'empêcher de participer à une discussion libre dans laquelle la base aurait pu profiter de son expérience, il a encouragé et organisé, à l'intérieur de la Quatrième Internationale, un parti pour s'efforcer d'y cristalliser une fraction minoritaire révisionniste capable de faire la guerre à la direction de la section.
Ce procédé dérive en ligne droite de la traditionnelle tradition du Comintern qui Pablo a hérité de son père. Même s'il n'y avait pas d'autres questions en litige, il serait nécessaire de combattre le pabliste au finish pour sauver la Quatrième Internationale de la corruption interne.
Une telle tactique répond à des objectifs évidents. Elle fait partie des préparatifs d'un coup de force des minorités pablistes. Mettant à profit le contrôle administratif exercé par Pablo, ils espèrent imposer sa ligne révisionniste à la Quatrième Internationale. Ils comptent sur des résistances, mais elles se manifesteront, par des scissions et des expulsions.
Ce cours organisationnel stalinien commença, cela est maintenant clair, avec l'abus brutal que fit Pablo de son contrôle administratif lors de sa campagne

Des méthodes inspirées du Comintern

de destruction menée contre la majorité de la section française de la Quatrième Internationale il y a plus d'un an et demie.
Par ordre du Secrétariat International, la majorité éeue de la section française se vit interdite d'exercer ses droits, de diriger le travail politique et de proposer du Parti. Au lieu de quoi, le Bureau Politique et la presse du Parti furent nominalement réservés à une minorité au moyen du procédé, digne du Comintern, d'un « comité paritaire ».
A l'époque, nous désapprouvâmes profondément ces méthodes arbitraires au moyen de laquelle une minorité agit arbitrairement transformée en majorité. Aussitôt que nous en fûmes informés, nous commençaâmes notre protestation. Pablo. Toutefois, nous devons reconnaître que nous avons commis une erreur en n'entretenant pas une action plus vigoureuse. Nous pensions que les divergences entre Pablo et la section française étaient d'ordre tactique, et cela nous conduisit aux côtés de Pablo, malgré nos réserves à l'égard de sa politique. Toutefois, lorsque après des mois d'une lutte fractionnelle, la majorité fut exclue.
Mais les divergences étaient, dans leur fond, de nature programmatique. Le fait est que les camarades français de la majorité furent les seuls qui, jusqu'à ce qu'il était en train de se produire. Le 8^e congrès de leur Parti déclara que « ... un grave danger menace l'avenir et l'existence même de la Quatrième Internationale... Des conceptions » révisionnistes, nées de la courtoisie et de l'impressionnisme petit-bourgeois, sont apparues au sein de la direction. La faiblesse encore grande de l'Internationale, l'étrouperie même de son appareil international coupé de la vie des sections, a facilité momentanément l'instauration d'un sys-

tème de gouvernement personnel puisant sa raison d'être et ses méthodes antidémocratiques dans la révision du programme de la Quatrième Internationale, de la méthode marxiste. (« La Vérité », 18 septembre 1952).
Toute la situation française doit être examinée à la lumière des développements ultérieurs. Le rôle que la majorité de la section française a joué dans la récente grève générale a démontré de la façon la plus évidente que la majorité aiment défendre les principes fondamentaux du trotskisme. La section française de la Quatrième Internationale a été injustement exclue. Les camarades français, rassemblés auprès du journal « La Vérité », sont les véritables trotskystes de France, et les seuls qui se reconnaissent ouvertement comme tels.
Particulièrement révoltante est la manière calomnieuse dont Pablo a dépeint la position politique de la section chinoise de la Quatrième Internationale, ainsi que des décrets comme « sectaires » et « déserteurs de la révolution ».
Contrairement à l'impression délibérément répandue par la fraction pabliste, les trotskystes chinois, comme les authentiques représentants révolutionnaires du prolétariat chinois. Sans qu'il y ait faute de leur part, le régime de Mao, les dirigeants chinois, ont agi de la manière dont Staline désignait au bureau toute la génération des bolcheviks de Lénine en URSS, à l'exemple des Nessel et Scheldemann d'Allemagne, qui désignaient aux assassins les Luxemburg et les Liebknecht de la révolution de 1918. Mais la ligne conciliatrice de Pablo face au stalinisme l'a conduit inexorablement à peindre en noir le régime de Mao tout en peignant sous de sombres couleurs l'attitude ferme, principielle de nos camarades chinois.

La grève générale en France

Au mois d'août dernier se déroula en France la plus grande grève générale de l'histoire de ce pays. Dirigée par les travailleurs eux-mêmes contre la volonté de leurs directions officielles, elle fut l'une des plus occasions les plus favorables de l'histoire du mouvement ouvrier pour le développement d'une lutte réelle pour le pouvoir. Après les ouvriers, les paysans français ont tenu des meetings, ont fait des manifestations qui expriment leur profond mécontentement du gouvernement capitaliste.
Les dirigeants officiels, sociaux-démocrates et stalinien, trahirent le mouvement, faisant les efforts les plus grands pour le freiner et détourner le péril menaçant pour le capitalisme français. Dans l'histoire des trahisons, il serait difficile d'en trouver une plus abominable, si on

la mesure aux possibilités qui s'élevaient. Comme d'habitude Pablo réagit, il se fit devant cet événement colossal ?
Ils baptisèrent les agissements sociaux-démocrates du nom de trahison — mais pour des raisons plus amples et plus réelles viendraient des galeitiers du Kremlin. Moscou aurait-elle pu espérer recevoir un plus grand secours, au moment même où elle était en train de subir une falsification monstrueuse de la signification profonde de ces événements, en présentant les travailleurs révolutionnaires de l'Allemagne orientale comme des agents de l'impérialisme américain, et où elle déclanchait contre eux la répression sauvage ?

La mesure aux possibilités qui s'élevaient. Comme d'habitude Pablo réagit, il se fit devant cet événement colossal ?
Ils baptisèrent les agissements sociaux-démocrates du nom de trahison — mais pour des raisons plus amples et plus réelles viendraient des galeitiers du Kremlin. Moscou aurait-elle pu espérer recevoir un plus grand secours, au moment même où elle était en train de subir une falsification monstrueuse de la signification profonde de ces événements, en présentant les travailleurs révolutionnaires de l'Allemagne orientale comme des agents de l'impérialisme américain, et où elle déclanchait contre eux la répression sauvage ?

Ce qu'il faut faire

En résumé : l'abîme qui sépare le révisionnisme pabliste du trotskisme est si profond qu'aucun compromis n'est possible entre les deux régimes. Il faut que soit atteint le stalinisme. La fraction Pablo a démontré sa volonté de ne pas permettre que des défections de la direction de la Quatrième Internationale l'opinion de la majorité soient portées à leur politique criminelle. Ils ont tenté de s'opposer à l'entrée de tous les trotskystes de la Quatrième Internationale ou à les museler et les ligoter.
Leur plan consistait à injecter graduellement dans le mouvement prolétarien, tout en se débarrassant non moins graduellement de ceux qui se rendent compte de ce qui arrive et à éliminer les pablistes. Tel est l'application de l'étrange ambiguïté de bien des formulations et des échappatoires diplomatiques pablistes.
Jusqu'à présent, la fraction pabliste a remporté certains succès grâce à ses manœuvres sans principes et machiavéliques. Mais le point de transformation du mouvement prolétarien en mouvement politique en jeu ont fait irruption à travers les manœuvres, et la lutte est maintenant une épreuve de force.
Si nous pouvons donner un avis aux

sections de la Quatrième Internationale, nous qui sommes par force hors de ses rangs, nous pensons que l'heure est venue d'agir, d'agir de façon décisive. L'heure est venue pour la majorité trotskyste de la Quatrième Internationale d'affirmer sa volonté contre l'usurpation d'autorité de Pablo.
Elle doit en outre sauvegarder l'administration des affaires de la Quatrième Internationale en relevant Pablo et ses agents de leurs postes et en les remplaçant par des cadres qui ont prouvé dans l'action qu'ils savent comment défendre le trotskisme et maintenir le mouvement dans une voie politique et organisationnelle correctes.
Avec nos fraternels saluts trotskystes,
LE PLENUM DU COMITÉ NATIONAL DU S.W.P.
La publication de l'appel du S.W.P. nous a obligé à supprimer plusieurs articles sur l'histoire du Nord, Iran, TURK, etc. Des articles traitant de ces sujets paraîtront dans notre prochain numéro.

A Ceylan: Scission dans le Parti Trotskiste

UNE scission vient d'avoir lieu dans la section de Ceylan de la IV^e Internationale. Les dissidents dirigés par William de Silva et Suba Singh, membres du Parlement, ont quitté le parti dernièrement pour adhérer à un rassemblement avec le parti stalinien. Le tiers des membres du Parti ont suivi William de Silva et Suba Singh. Les dissidents déclarent accepter la direction de l'U.R.S.S. et de la Chine communiste dans la lutte contre les forces de la réaction mondiale. Le parti de la réaction mondiale.

trotkyste pratique le front unique avec le P.C. dans les actions concrètes mais refuse d'adopter une position de subordination aux politiques russes et chinoises. Cette crise qui vient d'éclater mûrit depuis longtemps. Elle est le produit du révisionnisme stalinien qui s'est installé à la direction de la IV^e Internationale. Le Secrétariat international a guidé les premiers pas de William de Silva dans la lutte contre la majorité du parti. Ainsi s'est renforcée cette tendance stalinienne au sein du parti depuis le troisième Congrès mondial.

Nouvelles algériennes

Une lettre d'Alger

Nous avons reçu d'Alger une lettre d'un de nos correspondants, dont nous extrayons le passage suivant: « Un attentat significatif de l'état d'esprit et des méthodes colonisatrices vient d'avoir lieu rue de la Casbah. Un flic se livra à des brutalités sur un marchand de poisson ambulante, un passant s'interpella. Le policier sortit son arme et le tua. Il avait seulement élevé la voix, puis qu'il n'est permis à un indigène... »

Un message de Messali au peuple algérien

A l'occasion des assemblées qui se sont tenues en Algérie à l'issue de la Quinzaine de lutte contre la répression, Messali Hadj a adressé un message au peuple algérien.

Nous consacrerons un article de notre prochain numéro à des extraits de ce message, et nous analyserons en même temps les différents rapports, maintenant rendus publics, qui ont été présentés au congrès d'avril du M.T.L.D.

Marche à l'abîme

(Suite de la première page.) conditions, pourquoi « le début de récession économique aux U.S.A. a un effet psychologique » désastreux sur l'économie capitaliste française.

On comprend aussi pourquoi, en dépit du fait que l'orientation vers la guerre de l'impérialisme américain remplit de crainte les capitalistes français, qui savent parfaitement qu'ils en seront les premières victimes (les travailleurs aussi, bien sûr), en dépit de cet autre fait que la guerre au Viet-Nam est perdue pour la bourgeoisie française, en dépit enfin de leur crainte de l'inflation, les économistes et hommes politiques bourgeois, avec ou sans réserves, qu'ils s'appellent Faure ou Mendès-France, sont liés au char de l'impérialisme américain. Tous sont obligés de souscrire à la marche à la guerre de l'impérialisme américain, d'essayer d'obtenir de lui le plus possible de crédits militaires, de construire des budgets de « militarisation garantie » qui ont sur l'ensemble de l'économie française un effet analogue à celui que les achats américains de matériel ont eu sur le gouvernement ont sur l'agriculture: une distorsion de toute la structure dans un sens improductif ». Ils y sont obligés, à moins qu'ils ne choisissent la crise.

LE MOYEN D'EN SORTIR

Les yeux ouverts (pour ses représentants les plus intelligents), mais sans rien pouvoir d'autre que de s'abandonner au courant, la bourgeoisie française marche inéluctablement vers son destin, vers l'abîme.

Sauf la classe ouvrière, en prenant les affaires en main, peut remettre l'économie sur ses pieds. Faire le bilan des ressources de la nation, supprimer le pillage constitué par les crédits militaires, consacrer ces crédits aux investissements nécessaires pour accroître d'une manière équilibrée la production de moyens de production, et de moyens de consommation en produisant par les besoins des masses — faire dépendre les échanges économiques avec les autres pays, des besoins d'une production tendant toujours plus à satisfaire la consommation des masses.

Aux Etats-Unis

Recul républicain, montée démocrate

La convocation spectaculaire de Truman devant la « commission d'enquête » a brusquement attiré l'attention mondiale sur le mac-carthyisme et la « chasse aux sorcières ». Les difficultés dans lesquelles s'empêtré le pouvoir républicain, tant sur le plan intérieur que sur le plan des relations atlantiques, ont été ainsi violemment éclairées. Le phénomène le plus spectaculaire est évidemment l'épisode soudain du mac-carthyisme, qui, pour beaucoup, aura été la soudaine révélation

de sa puissance. Car aujourd'hui ce n'est plus seulement aux fonctionnaires et aux syndicalistes de « gauche » que s'attaque Mac Carthy, mais à un ancien président des U.S.A., et à travers lui, au parti démocrate. C'est dire aussi que maintenant toute opposition devient égale. C'est dire aussi que Mac Carthy n'est pas seulement un « névrosé irresponsable », comme s'essaient à le présenter les hypocrites défenseurs du « mode de vie américain », mais qu'il bénéficie de puissants soutiens politiques

et financiers. Ces soutiens ce sont les milieux de l'extrême droite isolationniste du parti républicain, le puissant China Lobby, dont on sait l'influence prédominante qu'il exerce sur la politique des U.S.A. en Extrême-Orient, ce sont ces groupes financiers tout-puissants qui firent donner à Truman le poste d'ambassadeur en Italie... Ce sont à ces gens-là qu'Eisenhower vient d'appor- ter son appui tacite dans l'affaire White, couvrant de ridicule les journaliers réactionnaires français qui s'efforçaient de démontrer que tout changerait quand le « libéral » Eisenhower cesserait d'aller à la pêche pour imposer sa volonté à l'administration réactionnaire des républicains.

La question de Trieste

(Suite de la première page.)

Plus de trente ans d'annexion ont profondément italianisé la ville, et l'oppression subie par la minorité slave sous le régime fasciste, ont créé des conditions politiques qu'on ne peut ignorer.

Mais en suivant sur les promesses anglo-américaines, ou en proposant un plébiscite, l'Italie ne fait que reprendre une vieille revendication impérialiste.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les défenseurs les plus intran- sigeants de cette revendication sont les ultra-nationalistes et fascistes du Mouvement Social Italien. Ils ont trouvé là un terrain de choix pour leur agitation. Les journées des 6 et 7 novembre ont été en grande partie leur œuvre.

Mais en suivant le courant nationaliste, en se faisant le défenseur du plébiscite, le parti communiste italien donne un atout supplémentaire au gouvernement Pella. Il ne fait pas obstacle à la vague chauvine, il la renforce, et donne à cette vague la caution politique du prolétariat.

Voilà la conséquence inévitable de la politique nationaliste suivie depuis des années par ce parti. Une organisation communiste ayant pour intérêts ceux du prolétariat et de la révolution socialiste devait dire en adressant aux ouvriers et paysans italiens:

Trieste et son territoire ne sont pas traditionnellement italiens. Le port n'est pas indispensable à l'Italie; sa position géographique en fait la sortie naturelle sur la mer de certains pays d'Europe centrale; son trafic portuaire en fait foi. Cette organisation devrait même ajouter: « Il est vrai que la population citadine de la ville est en majorité italienne, depuis quelques dizaines d'années seulement d'ailleurs, revendiquer le territoire de cette ville pour l'Italie de Pella et de Gasperi, c'est cre- rer les conditions d'un nouveau type d'oppression de la minorité nationale slave de ce territoire.

C'est enfin remplacer l'élevation de la conscience du prolétariat, ce qui doit être l'objectif de tous les révolutionnaires, par l'hostilité nationaliste dont le capitalisme est le seul bénéficiaire.

En s'opposant à l'annexion de Trieste par l'Italie, les communistes yougoslaves ne peuvent ignorer que le problème se pose à eux en termes semblables. Les conditions économiques de l'Italie du Nord font que la majorité du prolétariat triestin est hostile au rattachement à la Yougoslavie.

Mais même si les conditions politiques n'étaient pas celles-là, la mise en avant d'un plébiscite par les communistes est toujours subordonnée à la compréhension politique de cette mesure par le prolétariat.

Accusés dans l'impasse, en butte à l'hostilité des Yougoslaves et des Italiens, les U.S.A. et l'Angleterre cherchent les formes d'un nouveau marchandage. Mais si, en définitive, le territoire de Trieste est partagé entre l'Italie et les Yougoslaves, les raisons du conflit n'auront pas disparu, et il est probable que la division du territoire en deux parties exacerbera les sentiments nationalistes des minorités dans chacune d'elles.

Au contraire, la création d'un territoire libre dont le port sera ouvert aux pays d'Europe centrale, et démilitarisé, peut transitoirement éviter cette conséquence et s'opposer aux préparatifs de guerre des impérialistes.

Néanmoins, une telle situation ne peut être durable. Il est des problèmes insolubles dans le cadre de l'Europe impérialiste. Trieste est de ceux-là.

C'est la raison pour laquelle, à travers les situations difficiles, le rôle des révolutionnaires est de travailler à la création d'une situation dans laquelle ces problèmes trouveront une juste solution, c'est-à-dire la révolution socialiste.

D. RIGHI.

Mais pourquoi cette attaque brutale contre le parti démocrate ?

C'est que le parti républicain est en bien mauvais posture. Il doit affronter à la fois une crise intérieure et une crise extérieure. Sa victoire aux élections présidentielles, le parti républicain lui a donné l'appui massif que lui ont apporté les paysans. Or cet appui des paysans n'a pas pu, comme l'ont voulu les partisans des démocrates aux dernières élections partielles. En effet, non seulement les républicains n'ont pas tenu leur promesse de réduire les impôts, mais ils sont totalement impuissants devant une grave crise agricole qui se traduit par une baisse catastrophique des stocks vendus. D'où le mécontentement paysan dont bénéficient les démocrates. Le fait qu'il y a une récession économique générale aux U.S.A. augmente les difficultés des républicains et favorise le retour à l'opposition. Cette remontée des démocrates a une très haute signification politique, car elle s'accompagne d'un raidissement général des démocrates dans l'opposition.

Si cette rupture est si brutale c'est qu'elle est précédée par de très difficiles que rencontre les U.S.A. dans la politique extérieure de préparation à la guerre. Le lien des alliances atlantiques ne se rompt pas, certes, mais il ne va plus en se resserrant à ce contraire il se distend. A la période de tension que favorise un déclenchement de la guerre, succède une période de lassitude dans laquelle les conditions pour préparer la guerre deviennent de moins en moins favorables. Et cela renforce les tensions intérieures dans la bourgeoisie des U.S.A.

Dans ces conditions, un élément positif peut apparaître, l'intensification de la lutte de classe, grâce à la création d'un Labor Party » groupé de larges masses ouvrières, création qui rencontrera des conditions favorables dans la période qui s'ouvre.

H. LANGLOIS.

KOLAKS, ENRICHISSEZ-VOUS !

Les conquêtes d'Octobre menacées par le bureaucrate et le koulak

DEPUIS le plenum de septembre du Comité Central du parti communiste russe, la nature du conflit qui a opposé Malenkov à Béria est apparue, même aux plus aveugles. Malenkov, poussant à sa logique suprême la ligne Staline du XIX^e Congrès, a fait le premier pas concret vers la restauration du capitalisme.

Les commentateurs bourgeois qui n'ont vu dans la ligne Khrouchtchev que le résultat de nécessités purement économiques, ont vu, par contre, dans l'annonce faite par Mikoyan de l'amélioration du niveau de vie des masses soviétiques, une renonciation aux « principes utopiques du marxisme », confondant misère et socialisme.

L'amélioration continue du bien-être est bien une des exigences fondamentales du socialisme. Cependant, l'atmosphère actuelle, loin de contredire l'orientation générale restauratrice, n'est que le prix dont Malenkov veut acheter la passivité, en échange de l'assentiment de la classe ouvrière des villes.

Le prolétariat soviétique, accru numériquement par le développement de l'industrie, prend de plus en plus conscience de sa puissance et de l'opposition d'intérêts politiques et économiques entre lui et la bureaucratie. La pression qu'il exerce sur la bureaucratie rend l'équilibre bonapartiste impossible et oblige la bureaucratie à choisir entre les deux voies fondamentales: socialisme ou capitalisme.

La réalisation de la ligne Mikoyan apporterait une atténuation aux conditions de vie difficiles du prolétariat soviétique. Mais la nouvelle réforme du statut des kolkhozes, la renaissance du capitalisme à la campagne, l'exonération partielle des paysans, la hausse des prix agricoles (500 % pour la viande, etc...), rendent précaires les chances de réalisation des promesses de Mikoyan et préparent même une offensive politique et économique contre le prolétariat. Plutôt que PROMISES de la réforme Khrouchtchev, la réforme Mikoyan n'est qu'une PROMESSE DE PAYER.

Une comparaison s'impose avec les promesses faites en 1938 de rendre le pain gratuit. Déjà à la veille de la seconde guerre, la pression du prolétariat menaçait la bureaucratie. La guerre est venue apporter un sursis à Staline. Autrement, il n'aurait pu échapper à l'échéance de ses promesses. Cette réforme, bien que simple en apparence, a été écartée quinze ans après avoir été annoncée. Et non sans raison. Elle constituait une atteinte directe à la notion même de prix et d'argent, c'est-à-dire à la production marchande et aux normes bourgeoises de répartition.

L'ensemble des mesures décidées depuis septembre 1953 prend le caractère de l'orientation esquissée en 1938. Au XIX^e Congrès, Staline, condamnant les agro-villes, qui portaient atteinte aux survivances du capitalisme à la campagne, a vanté les bienfaits de la production marchande en régime « socialiste ». Khrouchtchev lance, un an après, le mot d'ordre: Koulaks, enrichissez-vous !, étend les surfaces cultivées individuellement, met les transports maritimes, fluviaux, ferroviaires et routiers au service des marchés kolkhoziens, DÉPLANTE les transports au bénéfice du marché capitaliste. Les exoné-

tions d'impôts décidées dans le rapport Khrouchtchev profitent presque exclusivement au secteur privé et à son extension. Le prolétariat industriel fait doublement les frais de l'opération. D'un côté, il contribuera pour une plus grande part aux impôts, de l'autre, il sera soumis aux prix du marché kolkhozien, finançant ainsi la création d'une nouvelle classe capitaliste.

L'EQUILIBRE IMPOSSIBLE

Parallèlement à l'effort pour se maintenir en équilibre entre la révolution et le capitalisme à l'échelle internationale, la bureaucratie a maintenu à l'intérieur le régime de l'U.R.S.S. l'équilibre entre les éléments socialistes et les survivances du capitalisme. L'industrialisation et la planification par leur seule existence ont refoulé les forces sociales rétrogrades et renforcé le poids du prolétariat dans la société soviétique, à un point tel que la bureaucratie a dû, pour se conserver, opter délibérément pour l'une des deux voies entre lesquelles elle répugnait à choisir.

Staline, au XIX^e Congrès, optait pour le retour en arrière, tout en se réclamant de l'ancien équilibre. Béria avait choisi de chercher appui sur le prolétariat. Aux menaces de liquidation qui pesaient sur lui lors du procès de médecins, Béria répliqua en abattant Staline et en démolissant point par point l'édifice du XIX^e Congrès.

S'attaquant aux kolkhozes, la revue « Questions d'économie » écrivait, en juin 1953: « ... Ces formes économiques (la propriété coopérative-kolkhoziennne), d'ores et déjà commencées à freiner le puissant développement de nos forces productives, dans la mesure où elles créent des obstacles à l'emprise sur toute l'économie nationale, et spécialement sur l'agriculture, de la planification d'Etat. Plus cela va, plus ces formes freineront la croissance de nos forces productives. » Ailleurs, la même revue dénonce le danger que fait courir l'existence d'un secteur privé: « ... Quelques kolkhozes, disposant d'importants excédents de production... les répartissent comme salaire en nature aux kolkhoziens, dans des mesures dépassant de loin les besoins d'une famille. Une telle méthode oblige les kolkhoziens à réaliser d'une façon personnelle les excédents de production; ce qui les distrait du travail dans le secteur collectif et peut contribuer à la renaissance des tendances à la propriété privée dans la partie arriérée des kolkhoziens. »

La nouvelle équipe Malenkov, liquidant Béria, a poussé jusqu'à son terme le cours Staline d'appui sur les classes paysannes, en la couvrant de la promesse mensongère que par ce moyen le niveau de vie du prolétariat urbain sera considérablement amélioré.

La tâche des révolutionnaires de tous les pays est de dénoncer le caractère réactionnaire du nouveau cours agricole et la supercherie des promesses Mikoyan; de montrer que ce cours rétrograde a été choisi délibérément, par opposition à l'esquisse de cours à gauche qui suivit la liquidation de Staline. Par peur du prolétariat soviétique et de la révolution prolétarienne qui monte sur toute la planète, les sommets de la bureaucratie entreprennent la démolition du secteur socialiste et la rénovation des forces capitalistes à l'intérieur de l'U.R.S.S.

Les prolétaires soviétiques, appuyés par tous les prolétaires communistes conscients du monde entier, sauront défendre les conquêtes si chèrement acquises et abattre la dictature des bureaucraties qui n'ont pas d'autre voie pour survivre que celle de la restauration de l'ancien fatras.

LONDON.

Dès maintenant, retenez votre soirée du 31 décembre pour le REVEILLON des AMIS de « La Verité »

★ SUR LE FRONT C.R.E.T.R. ★

NE PAS FAIRE L'UNITÉ POUR L'UNITÉ « plumer la volaille »

Le 1^{er} Congrès de l'Union des Syndicats de la Métallurgie de la Seine a abordé le problème le plus important de l'heure : l'unité d'action.

Comme l'a justement défini un délégué, « les 25 francs, les 3 semaines de congés payés, tout le monde est pour. Le question est : comment organiser la lutte pour les obtenir ? ». Et un effort réel de recherche des voies et moyens de l'unité d'action ouvrière a été fait par les militants, en partant de leur expérience.

La plupart des exemples apportés étaient ceux des cartels d'unité dans les entreprises entre les différents syndicats, cartels rendus souvent obligatoires par suite de la pluralité syndicale.

Le mot d'ordre « Unité dans la C.G.T. » apparaît aux militants F.O. et C.F.T.C. comme tendant à grignoter les autres syndicats et, selon l'expression même d'un délégué, « à plumer la volaille ».

De plus, « les ouvriers ne voient pas tellement les possibilités de lutte sur l'entreprise, mais ils regardent l'ensemble ».

Et c'est à ces deux questions essentielles qu'a répondu la direction de l'U.S.T.M.S. et Léon Mauvais.

Sous la pression de cette volonté ouvrière, Léon Mauvais dut faire une série de concessions importantes : « Dans la période actuelle il faut condamner le mot d'ordre d'unité dans la C.G.T. ... Il ne faut pas faire l'unité pour plumer la volaille... Nous sommes même pour le renforcement des syndicats autres que la C.G.T. s'ils pratiquent honnêtement l'unité ».

Ce qui ne l'a pas empêché d'insister sur la nécessité de « dénoncer les bases d'existence des syndicats scissionnistes qui sont : diviser la classe ouvrière pour manœuvrer les ouvriers ».

En oubliant, évidemment, que des militants F.O. et C.F.T.C. restent « dans leur organisation, qu'ils veulent redresser », selon les propres paroles d'un délégué Renault.

Comment obtenir les vingt-cinq francs dans ces conditions ? Une campagne est déclenchée dans les métaux avec comme première étape une journée de lutte le 28 novembre. Cette campagne doit d'ailleurs être, d'après Mauvais, le point de départ de l'action pour les autres corporations et aboutir à un vaste mouvement populaire (cette explication, qui eût dû être largement propagée, est restée entre les congressistes, et la presse confédérale et fédérale ne s'en n'est pas fait l'écho).

Comment réaliser l'unité pour déclencher cette action ? « Nous ferons peut-être, plus tard, des propositions pour l'unité d'action aux autres fédérations de métaux. Il faut surtout former des comités de base ».

Mais L. Mauvais s'est-il aperçu que c'était là nier tout ce qu'il pouvait dire par ailleurs ?

Sur le plan unitaire, cela revient à vouloir que les comités isolés, ou mieux d'une localité, composés de toutes centrales, soient sous la direction de la C.G.T. C'est, en somme, « plumer la volaille ».

Les grèves d'août ont apporté un enseignement : la garantie contre la trahison des luttés c'est que toutes les centrales s'unissent, comme les travailleurs le font à la base, et soient la direction unitaire qui a fait défaut. En ne proposant pas l'action commune, ne serait-ce qu'aux fédérations de métaux, le congrès condamne la lutte à se contenter dans les entreprises et à ne pas s'étendre.

La journée du 28 pourrait être un succès, marquer le début d'une nouvelle offensive ouvrière, à une condition : que la C.G.T., en tant qu'organisation la plus puissante de la métallurgie, réalise l'unité d'action avec les autres fédérations, l'essentiel étant que les fédérations s'unissent.

La parole est aujourd'hui aux militants de toutes les fédérations des métaux pour que leur volonté devienne réalité.

Roger SONTET.

Abas la C.E.D.

(Suite de la première page.)

économique et... la menace sociale des revendications ouvrières. Après cela, ils sauteraient mieux. Daladier sait qu'après les alliances de 1935-36 on peut faire les 1935-39, de Gaulle en 1947, il n'y a rien de plus. Les 1945. Tous ces bourgeois se disent qu'en emboîtant les pas du vieux Churchill, on ouvre la voie pour demain à une meilleure alliance américaine. Car c'est de cela qu'il s'agit, non pas d'arrêter la préparation à la troisième guerre, mais de la mieux préparer, avec sinon plus de chances de succès, du moins plus de chances de profit.

Mais si l'alliance avec les Daladier, Reynaud-de Gaulle est un marché de dupes au prix d'un abandon des revendications immédiates accessibles de la classe ouvrière, pourquoi le PCF conclut-il ce marché ?

Car tous les mots sur la paix ne sont que du vent, tant que le danger persiste sur la route de la destruction du capitalisme, le PCF s'élançait à son secours selon sa tradition de 1935 et de 1945. Là est le choix. Il n'est pas de « bon » capitalisme « démocratique » et « pacifique, ni en France, ni en Allemagne. Qui veut empêcher la C.E.D., doit non pas sacrifier la lutte des masses à des compromis avec des fractions bourgeoises-impérialistes, mais au contraire, aider et développer la lutte des masses.

Qui osera affirmer que tout n'est pas possible à la classe ouvrière qui a mené le mouvement d'août 1953 ?

Où, il faut empêcher la C.E.D. arme d'agression impérialiste-gendarmerie européenne de répression anti-ouvrière. Mais qui peut empêcher la C.E.D. ? Or qui peut faire échec à la renaissance du militarisme en Europe, compris le socialisme allemand ? Les vêtus-en-guerre Daladier-de Gaulle, sous prétexte qu'ils n'ont pas choisi le même ennemi-héréditaire que Molsi Bidault ? Quelle absurdité !

La seule force qui peut faire échec au militarisme allemand c'est le prolétariat allemand, c'est sa lutte pour le socialisme, c'est son alliance avec le prolétariat français.

La force qui peut briser les plans agressifs de Washington et de ses vassaux français, c'est celle de la classe ouvrière à condition de ne pas être liée au char de César-de Gaulle, mais de marcher unie au combat pour imposer un gouvernement à elle, gouvernement dont les actes seront de paix.

La victoire d'Adenauer est une victoire d'abord contre les travailleurs allemands. Elle est la conséquence de Potsdam et de la politique Staline-Malenkov de division de l'Allemagne. La défaite d'Adenauer peut être très rapide : elle suivra de peu les premières victoires révolutionnaires des travailleurs français reprenant la marche en avant commencée en août 1953.

Lors d'une réunion organisée par le bureau de la Fédération Postale, rue du Château, le 8 septembre 1953, Lafèvre, Secrétaire Général du Syndicat National Autonome des Employés et Secrétaires de la Fédération Nationale des Syndicats Autonomes, a fait signer le bulletin « Le Réveil des Chèques » de septembre 1953, diffusé par la Fédération Postale (Section de Paris-Chèques), dans lequel on lit :

Or, Lafèvre, intervenant à la Bourse du Travail au nom de la F.N.S.A., n'a pas hésité à appeler à une marche de tous les postiers sur l'Assemblée Nationale ; quand on sait que d'importantes forces de police (dont trente camions de C.R.S.) sont arrivées autour de la Bourse du Travail, à la suite de cette intervention, il n'est douteux pour personne qu'elle avait un caractère provocateur destiné à faire échouer le mouvement dans une répression féroce.

Devant l'énormité de cette accusation, nous espérons qu'il suffirait de le signaler, constaté ce que Lafèvre le septembre 1953, en tête-à-tête, en termes absurdes et dédaignés ses auteurs. Je te remercie de ta sentence. Ce sont des c... Les militants ont le droit de penser qu'ils seraient tenus pour tels et ne pourraient recidiver.

Or, dans le bulletin « Unir » de septembre-octobre 53, diffusé par le Parti Communiste Français (Fédération de la Seine - Section du 15^e - Cellule du Centre 2 des Chèques Postaux), la calomnie est reprise et étendue à la Fédération Nationale des Syndicats Autonomes elle-même :

Nous avons pu voir pendant la grève que les militants des organisations syndicales de des postes plus ou moins élevés, compte tenu de la vigilance de ces organisations, pour essayer par tous les moyens de faire échouer le mouvement. Ainsi, ils voyaient F.O. à Bordeaux, d'où parti précipitamment le mouvement. Ce qui précipitamment pouvait faire échouer le mouvement sur l'ensemble

Deux cent mille postiers, soudés par le désir d'en finir avec des salaires dérisoires, des brimades et des décrets, ont refusé de quelques jours le mot d'août le poison infiltré dans leurs rangs depuis plus de cinq ans : la division, le sectarisme.

Il s'acharnent à ne pas admettre les négociations séparées, passées avec Laniel-Boujuot ; à ne pas admettre que un groupe usait pas suite de propositions unitaires loyales de la part des directions syndicales et d'une campagne pour l'unité d'action.

Une telle campagne suppose, en particulier, la mise au rancart de tous les projets, même le projet de la Fédération Postale (C.G.T.), qui se donne pour mission d'être unitaire pour deux.

La lettre ci-dessous de Portes, secrétaire de la F.N.S.A., à Frischman, secrétaire de la F.P.-C.G.T., répond à une entreprise de dénigrement commencée dans les journaux postiers de la C.G.T. et du F.C.F. contre Lafèvre et sa fédération : la F.N.S.A. Cette entreprise sera-t-elle enterrée ? Nous voulons le croire.

Dans la mesure où la réponse de Frischman demeure insuffisante, la F.N.S.A. rendit publique cette lettre, comme convenu.

La VÉRITÉ, et son temps, a fini de se débarrasser de la grève d'août. Elle publie aujourd'hui cette lettre, en grande partie parce que la calomnie est incompatible avec une politique saine de Front Unique.

l'été, car les bulletins incriminés sont vraisemblablement imprimés par ces derniers.

Ceci, bien entendu, au nom de l'unité syndicale !

Que des responsables syndicaux obsessionnels aient eu recours aux ordres de leur parti, politique et, de propos délibéré, aient la division parmi les postiers, voilà qui est criminel. Que par haine de boutique, ils répandent des calomnies sur des hommes dont la vie est un exemple de probité, voilà qui relève du crétinisme le plus abject.

Je m'adresse donc à toi, Frischman, en raison de ta double qualité de Secrétaire Général de la Fédération Postale et de Membre du Comité Central du Parti Communiste Français. Tu as, sur la section syndicale et sur la cellule politique, l'autorité nécessaire. Je compte bien que tu en feras usage.

Certes, je connais les sympathies politiques de mon camarade Lafèvre. Il n'a jamais songé à les dissimuler. Mais la F.N.S.A. laisse à ses adhérents la liberté d'avoir telle activité extra-syndicale qui leur plaît. Parmi eux se rencontrent des membres et des sympathisants de tous les partis. A la tête de certaines sections sont même placés des adhérents du Parti Communiste Français, lesquels, s'ils demeurent des communistes, n'en sont pas moins des militants syndicaux possédant la confiance de leurs camarades de travail.

Le regroupement syndical n'est possible que dans la mesure où il permet la cohabitation de toutes les opinions.

Ce que je sais aussi, ce que savent tous ses camarades de travail, ce que tu sais aussi, c'est que Lafèvre a, derrière lui, une vie faite d'un incessant dévouement au mouvement syndical, que, maintes fois sanctionné, il n'a jamais trouvé dans une sincère politique ou corporative la compensation matérielle du préjudice subi, qu'il a toujours pris une part très active à toutes les luttes, que sa vie est un exemple pour tout militant.

Ce que nous savons, les uns et les autres, et que nous ne devons pas ignorer, les cégétistes de Paris-Chèques, c'est que Lafèvre a toujours su refouler ses légitimes ressentiments pour voler au secours des militants syndicaux, chaque fois que l'un d'eux s'est trouvé en fâcheuse posture.

On aimerait à constater chez certains la volonté de faire du vent. Ce n'est jamais en vain que l'on a fait appel à lui. Il a toujours répondu présent et avec l'appareillance de ceux qui étaient menacés. Agent du Gouvernement ? Tu n'ignores pas que l'Administration s'oppose à son retour à Paris dans une délégation de la Fédération Postale fut chargée de faire revenir l'Administration sur cette décision.

Il fut l'un des plus actifs participants de la grève d'août 1946 et fit débattre Paris-XIII, le premier bureau mixte parisien entré dans le mouvement.

Il fut l'instigateur de la grève de novembre 47 à ce même bureau, grève suivie à l'unanimité du personnel. Il fut, à ce sujet, le seul sanctionné du bureau.

Il fut encore le premier postier parisien en grève le 5 août 1953. Il fut de toutes les grèves, même lorsqu'elles prenaient manifestement un caractère politique contraire à ses sentiments personnels, ceci uniquement pour ne pas laisser ces camarades et ne point briser le front de solidarité.

Je ne suis point sûr, Frischman, que ses difformités aient attesté dans le passé d'une si rigoureuse constance et aient manifesté un sens aussi ferme de la solidarité syndicale.

Mais ces procédés sont néfastes. Extrêmement néfastes. Ils sont criminels. Oui, parce qu'ils tendent à dresser les sections syndicales les unes contre les autres, à ruiner l'unité qui est née pendant la grève d'août. Ils ravivent la plus effrénée des divisions, au moment où il faut que l'unité soit la plus promptement, le plus étroitement possible.

Ce n'est pas la Fédération Autonome qui se trouve affectée par ces grotesques calomnies. Ce sont nos militants. C'est l'unité qui est atteinte. Et il n'est pas un syndicaliste qui ne déplore de tels agissements.

Le gérant : Fontanel.

Société Parisienne d'Imprimeries

4, rue Saulnier. — PARIS (IX)

Correspondant.

Pour une Conférence Nationale de la Fonction Publique

TROIS mois après les grèves d'août, les désunités des fonctionnaires est toujours aussi grand.

Mais un certain malaise règne parmi les militants, car aucune centrale ne semble avoir trouvé une orientation correspondant à ce besoin d'unité, qui imprègne toutes les discussions syndicales.

Le Conseil National de l'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires C.G.T. qui s'est déroulé à Paris les 7 et 8 novembre, a consacré une large part des débats aux problèmes d'organisation ; les difficultés rencontrées pour les résoudre proviennent essentiellement de ce manque d'orientation unitaire.

Les Comités d'Unité d'Action n'ont pas reçu l'accueil enthousiaste que le bureau international espérait.

La forme qui paraît la plus pratique est celle de Comités de Défense créés dans plusieurs administrations. Toutes les tendances s'y sont représentées, y compris les inorganisés (50 % des fonctionnaires).

Le représentant du Syndicat des Employés de la Sécurité Sociale (Directions régionales) a cité maints exemples de comités semblables qui ont fonctionné dans plusieurs départements Nationaux, aux printemps derniers. Il a démontré la part de responsabilité incombant à chaque organisation syndicale devant l'ensemble du personnel ; il a exposé les débâcles qui attendent ceux des dirigeants qui rompent l'unité au sein des Comités de défense, telle celle secré-

taire C.F.T.C. désavouée par l'ensemble du congrès de sa fédération. Il a dénoncé également le danger des syndicats de catégories, corporatistes, et des syndicats uniques, qui sont plus des éléments de division que des facteurs d'unité.

Le comité de défense, à représentation paritaire, n'est-il pas une de ces « formes concrètes d'organisation » demandées par Rouzaud, pour imposer l'unité de la base au sommet ?

Si l'unité d'action est indispensable à la base elle est nécessaire également au sommet.

« Il faut continuer de faire des propositions à F.O. et à la C.F.T.C. », a déclaré Bertou, secrétaire départemental de l'U.G.F.F. de la Seine, et apporter une aide fraternelle aux éléments unitaires de toutes tendances ».

Quant à Jouan, représentant la Loire-Inférieure, il a apporté dans des débats quelquefois ternes, le souffle vivifiant de Nantes. C'est la volonté de lutte des 45.000 grévistes du mois d'août, c'est le coude à coude au sein du Comité Central de Grève, c'est la conviction que les prochaines luttes seront victorieuses. « Ce n'est pas fini ! » s'écrie-t-il. L'unité réalisée dans l'action subsiste. Des conférences intersyndicales en lieu.

Ce dernier point est essentiel. Le dialogue entre organisations syndicales doit s'ouvrir. Discussion loyale, franche, d'où seront bannies les injures et les calomnies. Le bilan des grèves d'août est à faire, les luttes prochaines sont à préparer.

Parmi les objectifs revendicatifs, Rouzaud, secrétaire général de l'U.G.F.F., a défendu l'acompte mensuel de 100 francs pour tous. Cette revendication a reçu l'approbation unanime du Conseil National, et Rouzaud a entièrement raison quand il affirme que ce mot d'ordre est mobilisateur.

Le problème de l'unité a plané sur toutes les questions organisationnelles ou revendicatives abordées au Conseil National de l'U.G.F.F., sans toutefois que celui-ci adopte une orientation clairement définie.

Combien aurait été plus constructive une confrontation de toutes les tendances syndicales, si l'Assemblée de grévistes avait eu à préparer une Conférence Nationale de la Fonction Publique !

Cette idée conquiert de plus en plus de travailleurs du secteur public, et sa réalisation constitue la prochaine étape sur la route de l'unité !

G. VAN BEVER.

RENAULT: La répression est mise en échec

TOUT 53 a été le prélude aux grands combats que vont livrer demain les travailleurs, et qui seront décisifs.

Les travailleurs doivent, à chaque heure se battre pied à pied, pour leur force de travail ne soit pas achetée à vil prix ; ils doivent montrer les dents pour protéger les avantages qu'ils ont acquis par d'âpres combats.

Cette semaine, ce sont les chauffeurs du département 25 qui se sont mis en grève.

Dès le mardi 10, la place Nationale est en effervescence :

- Il y a la grève !
- Ou ?
- Au département 25, les chauffeurs.

Qu'est-ce qu'ils réclament ?

- Que les sanctions soient levées contre un de leurs copains.

Un tract confirme ce que tous les travailleurs viennent de savoir en quelques minutes. C'est ainsi que nous apprenons

que, la veille, les chauffeurs du département 25 ont arrêté le travail pour exiger que la sanction de mise à pied soit frappée un de leurs camarades solt levée.

Celui-ci avait refusé de répondre, dans la rue, aux injonctions des policiers de Lefebvre ; il était dans son droit puisqu'il était porteur d'un bon de sortie de deux heures pour aller passer une visite. Cependant, la direction prétendait le mettre à pied pour deux jours.

Mais, devant la volonté des chauffeurs de ne pas laisser baffouer leur droit de promener où ils veulent, semble en dehors des heures de travail, la direction a dû reculer par trois fois.

Elle a d'abord retiré la sanction de mise à pied tout en prétendant maintenir un avertissement écrit. Elle a dû aussi retirer cet avertissement.

Elle a voulu réclamer des heures supplémentaires au chauffeur sanctionné, sous prétexte de récupération

des deux jours qu'il avait perdus. Toujours sous la pression des chauffeurs en grève, la direction a été contrainte de payer intégralement ces deux jours, sans récupération.

Après cette triple victoire, les gars de 25 continueront le mouvement pour obtenir le paiement des heures de grève.

Malheureusement, la direction profita de la journée chômée du 11 Novembre pour rendre inopérante la continuation de la lutte.

Pendant cette journée, quelques jeunes zélés s'empresèrent d'acheminer les atouts de pièces qui s'accumulaient dans les voitures, faute de moyen de transport. Une telle manœuvre aurait été impossible dans un jour normal de travail, car les travailleurs seraient intervenus pour la faire échouer.

Bravo aux travailleurs du département 25. Leur grève a payé, elle a stimulé la volonté de combat déjà grande des ouvriers de l'entreprise.

G. VAN BEVER.